

« Pour créer la Sécu, ils avaient une foi incroyable »

Entretien | Gilles Perret, l'auteur de "La Sociale" évoque son documentaire qui sortira en salle début novembre.

Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à l'histoire de la Sécurité sociale ?

Je m'intéressais depuis un petit moment au Conseil National de la Résistance, avec un film *Des jours heureux*, paru en 2013. L'une des mesures phares du CNR est la création de la Sécurité sociale mais les gens l'ignorent. Nous avons fait 500 soirées débats, et ça a beaucoup discuté parmi ce public, des cinémas arts et essais. Des gens avertis mais qui ne connaissaient pas l'origine de la Sécurité sociale. On ne retient que la figure du gaulliste Pierre Laroque, qui a eu son rôle mais c'est un peu comme si pour la loi Weil, on avait gardé le nom du directeur de cabinet... Aucune loi ne porte le nom d'Ambroise Croizat, et on lui doit tout.

Votre film montre une séance étonnante où François Rebsamen, alors ministre du Travail, dans ce même bureau où Croizat a fondé la Sécu, ne sait pas vous répondre...

Cette séquence en dit long en effet sur ces notables du PS qui ne connaissent pas leur histoire. Pourtant, sans l'énergie d'Ambroise Croizat, les valeurs qui l'animaient, rien n'aurait été possible. Ce qui est incroyable, c'est que ça a été possible en quelques mois, à une époque où la France, sortant de la guerre, était ruinée. Aujourd'hui, on nous parle de la crise, mais l'histoire sociale est faite de hauts et de bas, ça fait deux siècles que c'est comme ça.



■ Le réalisateur Gilles Perret. Photo D. R

Aux politiques de décider où mettre le curseur.

Vous ouvrez votre film avec un personnage haut en couleurs : Jolfred Fregonara. Comment avez-vous rencontré ce monsieur qui a connu les débuts de 1946 ?

J'avais alerté le milieu syndical sur mon projet et c'est un syndicaliste qui m'a orienté vers lui. Il est Haut-Savoyard comme moi, mais vit dans le Sud de la France. Il se trouve qu'en 1946, il était secrétaire de l'Union départementale CGT et a donc siégé comme président du conseil d'administration de la caisse de son département. Il était très content de cette reconnaissance tardive. Je l'ai amené à Saint-Etienne à

l'école des cadres de la Sécu et c'était très émouvant cette rencontre avec les jeunes. Il les a bousculés ! Ces gens sortaient de la guerre, ils avaient des convictions, on n'était pas dans le réformisme permanent, le consensus comme aujourd'hui. On y croyait et on y allait. C'était le cas de Jolfred, qui n'avait que 26 ans alors.

Vous abordez également les menaces qui pèsent aujourd'hui sur ce système social, avec même un lobby anti-sécu. Ces gens ont vraiment de l'influence ?

Il y a toujours eu des opposants : avant la Sécu, il y avait un système de charités, de mutuelles chrétiennes ou patronales. Passer sous la coupe de la CGT et du PC n'a pas été simple, mais sans eux, la généralisation du système pour les classes les plus pauvres n'aurait pas eu lieu. Les forces réactionnaires se sont tout de suite organisées pour résister à ce projet. La Sécu a été attaquée de l'intérieur, car l'État nomme des directeurs de plus en plus imprégnés de libéralisme, et de l'extérieur, notamment par ce Mouvement pour le droit à être désaffilié de la Sécurité sociale. Ce sont des ultralibéraux, assez agressifs qui disent aux gens : "Vous auriez des salaires doubles en arrêtant de cotiser, et en prenant des petites assurances pas cher." C'est le projet du Medef qui progresse et pour moi le loup est dans la bergerie.

Propos recueillis par ÉDITH LEFRANC

► **Projection** : au Cratère à 21 heures, salle d'à côté.